



Philippe VINCENT
Secrétaire général

Les équipes
de direction
des collègues
se souviendront
de la session 2019
« brûlante » du DNB

D'épreuve
à preuve, il n'y a qu'une
syllabe d'écart mais
c'est celle qui
d'évidence fera toute
la différence pour
le SNPDEN

À l'épreuve

Douloureuse que celle de perdre brutalement notre camarade et ami Jean-Jacques Roméro, Secrétaire général du SNPDEN de 1996 à 2002 et personnel de direction émérite. Jean Jacques avait, à la tête de notre organisation, négocié le statut de 2001 qui est encore aujourd'hui le socle de notre profession, et réussi, en dépassant l'éclatement de la FEN pour conserver notre unité, à donner toute sa place au SNPDEN au sein de l'UNSA-Éducation.

Avec sa disparition, nous perdons un très grand dirigeant qui avait su par son charisme, son sens politique et sa vision syndicale faire du SNPDEN le représentant reconnu de toute une profession en l'installant comme un acteur et un interlocuteur incontournable dans le système éducatif.

Au nom de nos camarades, Philippe Guittet, qu'il avait choisi pour lui succéder comme secrétaire général, lui rend dans ce numéro de Direction l'hommage qui lui est dû.

Nous avons, nous, les personnels de direction, vécu une année scolaire 2018-2019 assez éreintante et, début juillet, l'état d'ensemble de nos collègues n'était de visu pour le moins pas brillant. Chacune et chacun (beaucoup, et les adjoints en particulier, avec la base des emplois du temps dans le disque dur !) attendaient d'évidence la pause estivale avec impatience mais aussi avec des doutes sur les possibilités qu'elle nous donnerait de nous régénérer complètement pour retrouver la force, le tonus et le dynamisme nécessaires à la reprise du collier.

Certes, on nous objectera que c'est la traduction d'une forme habituelle du tropisme très français que de ne voir trop souvent que le verre à moitié vide ! Effectivement, quand on relit les numéros anciens de cette revue, les exemples ne manquent pas d'expression de malaise, de fatigue, voire d'usure de notre profession, ce qui pourrait laisser à penser qu'il s'agit là, mutatis mutandis, d'une situation consubstantielle à l'exercice de nos métiers et de nos responsabilités.

Tenant compte des variations saisonnières, force est pourtant de constater que de mots d'ordre en mobilisations, de mouvements en épisodes violents, de grève des examens en rétention de notes, nous avons parfois vécu (et parfois les uns après les autres !) des pics de tension rarement voire jamais atteints. Dans ce contexte régulièrement chaotique et pour finir caniculaire (les équipes de direction des collègues se souviendront de la session 2019 « brûlante » du DNB), les personnels de direc-

tion ont toujours été en première ligne et ont permis, par une présence, un engagement et une loyauté sans faille, d'assurer la continuité du service public pour faire systématiquement en sorte qu'il ne soit pas porté préjudice au bon déroulement de la scolarité de nos élèves et étudiants. Cette résistance de la profession, qui nous fait collectivement honneur, a été relevée et soulignée y compris, nous le savons, aux plus hauts niveaux de l'État.

Ainsi, des organisations syndicales ont fait le choix, sans doute influencées par des gilets ou des stylos de la même couleur, de franchir, des lignes jaunes ou rouges en matière de formes d'actions revendicatives, au nom d'un refus global des réformes annoncées, et vraisemblablement pour la première fois à ce point. Certes, et nous l'avons tous constaté à des niveaux variés, ces mouvements sont restés très largement minoritaires et, par ailleurs, des fédérations, dont la nôtre, l'UNSA-Éducation, ont choisi avec responsabilité de ne pas s'engager sur cette voie du jusqu'au-boutisme.

Il n'en demeure pas moins que, même si la grande majorité des personnels ne s'est pas engagée dans ces formes extrêmes d'action, nous avons aussi bien senti sur le terrain que nombre de ces enseignants regardaient ces mouvements avec une certaine sympathie. Même s'ils ne partageaient pas cette position de refus d'ensemble et n'étaient pas prêts à descendre dans l'arène, on entendait bien, qu'à tout le moins, ils éprouvaient des doutes conséquents sur les options choisies en matière de réforme et qu'ainsi un scepticisme pessimiste l'emportait bien dans les salles des profs sur une bienveillance optimiste !

De surenchères de coups de menton en déclarations fracassantes et d'annonces catastrophiques en prédictions fatales, on doit bien aujourd'hui pourtant faire le constat d'un nouvel échec de cette stratégie d'opposition systématique qui, comme je l'écrivais dans ces colonnes il y a trois mois, constitue de fait un poison globalement mortifère pour le syndicalisme enseignant français.

Bien entendu, le ministre aurait sans doute pu ici ou là accepter propositions sensées ou amendements raisonnables et ainsi, y compris parfois avec l'UNSA, le dialogue et la négociation auraient pu l'emporter sur les blocages. Quoi que l'on nous en dise rue de Grenelle, le dogmatisme n'a pas toujours été unilatéral et des occasions d'ouverture sur des points non essentiels ont sans doute été ratées ce qui n'a pas été sans conséquence sur un grippage quasi-total au final.

Dans ce contexte terminal du front contre front, Jean-Michel Blanquer a choisi la tactique du « droit dans ses bottes » et, en particulier dans l'épisode du bac, fort du soutien de l'opinion

publique, a opté pour l'épreuve de force, arguant habilement qu'on l'y contraignait, pour finalement emporter au moins le 1^{er} voire le 2^e set !

On voit donc bien qu'il est aujourd'hui temps de passer à autre chose car les réformes se mettent en place, *Parcoursup* a fonctionné (plutôt mieux cette année que l'an dernier d'ailleurs ce qui prouve au passage qu'un dialogue constructif et une collaboration fructueuse autorisent des progrès !) et les établissements, avec une grosse charge de travail pour nos collègues avant et pendant l'été, ont fait leur rentrée dans des conditions finalement « techniquement » maîtrisées.

Nous avons donc dit au ministre en GNPD dès le 23 août que, le moment de la mise en œuvre s'imposant, il fallait rapidement donner des signes d'apaisement car les personnels de direction ne pouvaient envisager de passer une nouvelle année au milieu d'un champ clos d'affrontements sociaux permanents. Nous avons demandé que l'on retrouve (même s'il ne fut jamais gommé pour nous SNPDEN) le temps du dialogue car il y a une nécessité urgente de retour à la sérénité dans nos établissements. Enfin, nous avons réitéré notre exigence de voir s'ouvrir au plus vite une négociation globale sur les missions, le métier, les conditions de travail et le cadre de carrière de nos collègues, considérant que, presque 20 ans après le statut de 2001, un aggiornamento était plus que nécessaire sur l'ensemble de ces domaines tant notre profession avait changé.

Il semble que nos demandes, cohérentes et concordantes avec celles faites le 26 août par Frédéric Marchand, secrétaire général de notre fédération, aient été entendues. Le ministre a reçu lui-même avant la rentrée l'ensemble des fédérations syndicales et leurs responsables nationaux pour rétablir un contact direct, un nouveau DGESCO a été nommé et le choix d'Édouard Geffray semble dans ce contexte un vrai signe, le budget 2020 a été augmenté de plus d'un milliard d'euros à la suite des arbitrages interministériels, la mise en place de comités nationaux de suivi des réformes a été actée et, pour ce qui nous concerne en propre, le principe d'aller vers un protocole d'accord à l'issue d'un nouveau cycle de dialogue social portant sur nos mandats a été validé, en réponse à notre proposition, par Jean-Michel Blanquer en personne en GNPD et ce devant les trois organisations syndicales représentatives des personnels de direction.

C'est donc maintenant à l'épreuve que nous jugerons de la durabilité de cette évolution positive de contexte. Les personnels de direction attendent aujourd'hui principalement trois choses essentielles à leurs yeux :

- la capacité à pouvoir travailler sereinement dans un environnement stabilisé avec du temps pour piloter la mise en place de changements importants et nombreux dans notre système éducatif ;
- l'assurance que les choix faits sont compatibles avec le bon fonctionnement quotidien de nos établissements et que des ajustements sont possibles si d'aventure certaines mesures se révélaient trop perturbatrices (les E3C en lycée sont a priori l'exemple d'une situation où toute rigidité doctrinale sera à bannir en fonction des constats qui seront tirés des premières organisations en lycée début 2020) ;
- la certitude que sur les questions de métier, de conditions de travail et de carrière, mais aussi de représentation syndicale, des avancées sérieuses seront possibles et des propositions ambitieuses nous seront faites, à la hauteur des attentes, maintenant parfois longues, de toute notre profession.

D'épreuve à preuve, il n'y a qu'une syllabe d'écart mais c'est celle qui d'évidence fera toute la différence pour le SNPDEN. Responsables, nous savons pertinemment que la satisfaction de nos revendications demande des moyens et des investissements conséquents. Mais, exigeants, et obligés par les attentes fortes de nos collègues, nous nous mettrons en situation d'obtenir ce qui nous paraît devoir être apporté comme marques de reconnaissance et de progrès à des cadres qui n'ont jamais barguigné sur le niveau et la qualité de leur engagement en matière de service public.

Jean-Michel Blanquer n'hésite jamais à se déclarer publiquement ce que j'oserais qualifier de « perdre friendly » (tous les ministres de l'EN n'ont pas eu, loin s'en faut cette inclinaison louable !) car il connaît de longue date et reconnaît notre action pivot, essentielle aux réussites de notre système éducatif : à lui de faire maintenant en 2019-2020 la justification par la preuve de cette orientation qui nous va bien au plan professionnel et syndical. Le SNPDEN UNSA n'en attendra pas moins de lui, C.Q.F.D. !

Excellente année scolaire à toutes et tous. □